



## PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

**PREFECTURE**  
**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,**  
**ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille, le 24 DEC. 2015

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX**  
**REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Mme LOPEZ

☎ 04.84.35.42.64.

N° 2015-399 MED

**ARRETE**  
**portant mise en demeure**  
**à l'encontre de la Société JBY CREATION à Rognac**  
**dans le cadre de la réalisation de l'étude de dangers**

**LE PREFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,**  
**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 171-6 ; L 171-8 ; L 172-1 ; L 511-1 et L 514-5,

Vu l'arrêté préfectoral n°13-1990 du 03 juillet 1991 autorisant la société à exploiter deux entrepôts couverts situés sur la commune de Rognac,

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux Installations Classées soumises à enregistrement pour la rubrique n° 1510,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-71 PC du 07 mai 2015 portant prescriptions complémentaires à la Société JBY CREATION dans le cadre de la réalisation de l'étude de dangers,

Vu le rapport établi par la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 06 novembre 2015,

Vu l'avis favorable du sous-préfet d'Istres en date du 27 novembre 2015,

Considérant que la Société JBY CREATION ne respecte pas les dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 07 mai 2015,

Considérant que la réalisation d'une étude de dangers, complète pour l'ensemble des installations exploitées, s'avère indispensable,

Considérant la nécessité d'imposer à la Société JBY CREATION de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'en application de l'article L171-8 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches du Rhône

.../...

# ARRETE

## ARTICLE 1

La Société JBY CREATION, dont le siège social est situé 277 Avenue Lavoisier – ZI Nord – 13340 ROGNAC, est mise en demeure de réaliser une étude de dangers de son établissement situé à Rognac, à la même adresse, conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 07 mai 2015, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

## ARTICLE 2

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales.

## ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

## ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la Société JBY CREATION et publié au recueil des actes administratifs du département.

## ARTICLE 5 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 6 :

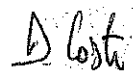
- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Sous Préfet d'Istres,
- le Maire de la commune de Rognac,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

24 DEC. 2015

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



David COSTE